

Société | Le monde sportif aquitain face au défi de la baisse des financements



A peine élu à la présidence du comité régional olympique et sportif Nouvelle-Aquitaine, le périgourdin, Philippe Said a réagi à la baisse des aides financières de l'Etat qui vont fragiliser de nombreuses structures et le développement de la pratique sportive au plus près des territoires. Au cours d'un entretien il juge ces annonces paradoxales et parle "d'une contradiction" et d'une "incohérence" politique dans la perspective de l'accueil des Jeux Olympiques de Paris 2024. Philippe Said veut positionner le CROS en tant qu'acteur au service des adhérents, des ligues et comités olympiques.

@qui! - Quel est votre parcours sportif et de dirigeant qui vous a conduit aujourd'hui à la tête du mouvement sportif de la Nouvelle-Aquitaine?

Phillippe Said : Mon sport depuis toujours, c'est le judo. J'ai débuté enfant au sein d'un petit club de Coulounieix Chamiers, qui n'existe plus aujourd'hui car il a fusionné pour former une entente avec Périgueux. Ma première expérience de bénévole remonte à l'adolescence où notre éducateur souhaitait dès l'obtention de la ceinture marron que l'on s'occupe des plus petits, des débutants. J'avais 15 ou 16 ans, le virus du bénévolat m'a pris à ce moment là. Il ne m'a jamais quitté depuis, en plus de 40 ans. Ensuite, ayant obtenu mes diplômes d'éducateur sportif en judo, je me suis rapidement investi auprès des jeunes, puis au sein du comité départemental sur cinq mandats dont un en tant que président, tout en menant une carrière professionnelle au sein du Conseil départemental de la Dordogne. (NDLR : Philippe Said est directeur du service des sports du CD24 depuis 1997). Le CDOS de la Dordogne m'a ensuite sollicité et j'y ai exercé pendant au moins deux mandats le poste de trésorier. Mon investissement bénévole m'a amené à la tête de la ligue d'Aquitaine de judo à cinq départements puis depuis la fusion à la présidence de la ligue Nouvelle-Aquitaine, fonction que j'occupe encore aujourd'hui. Le 10 mars dernier, j'ai été élu à la tête du CROS et j'ai autour de moi, une équipe de 24 personnes dont un médecin. A partir de cet automne, je vais me consacrer à temps plein à ma mission auprès du CROS, puisque je fais valoir mes droits à la retraite. La relation avec les ligues est un aspect qui me plaît beaucoup et que je souhaite développer.

"Premier mouvement associatif régional"

@qui! Avant d'évoquer les chantiers qui attendent le monde sportif aquitain, que représente la pratique

sportive en Nouvelle-Aquitaine ?

Phillippe Said : Le sport en Nouvelle-Aquitaine, c'est 1,4 million de licenciés, toute discipline confondue, répartis en plus de 18 000 clubs. C'est le premier mouvement associatif régional. On dénombre 37 clubs sportifs professionnels dans 7 disciplines et 16 centres de formation agréés, deux CREPS (Poitiers et Talence) qui accueillent 1342 sportifs. Le nombre de bénévoles est estimé à 290 000 personnes dont l'activité équivaut à 12 700 emplois équivalents temps plein. 40 % sont des éducateurs, 40 % sont des dirigeants et 20 % sont des arbitres. Les associations et structures emploient 7300 salariés. Le CROS regroupe une centaine de ligues et de comités régionaux, toutes fédérations (olympiques, affinitaires, multisports, scolaires) confondues. Dans le contexte actuel de réforme du CNDS (centre national de développement du sport) et de diminution de la part territoriale des aides de l'Etat, il faut que nos élus et nos concitoyens prennent conscience que la pratique sportive génère de l'économie sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine, et répond également à des enjeux sociétaux de vivre ensemble, de lutte contre les discriminations.

"Nous allons accompagner les ligues et les comités régionaux"

@qui! : **Quels sont donc les principaux chantiers et défis à relever dans le contexte de baisse des aides de l'état ?**

Phillippe Said : Le premier défi à relever, c'est la structuration du CROS Nouvelle-Aquitaine. Dans certaines disciplines, la fusion des ligues et des comités régionaux, qui n'est pas tout à fait achevée, a laissé des traces et il y a de nouvelles habitudes de fonctionnement à créer. L'enjeu est de monter un projet territorial dans lequel on implique tous les acteurs départementaux et c'est ce qui est nouveau. Ce projet s'appuie sur deux axes : l'accompagnement du CNOSF (Comité national olympique et sportif Français) sur la feuille de route qu'on va décliner sur le territoire avec 4 thématiques : sport, santé bien être, éducation et citoyenneté, professionnalisation, sport et politiques publiques. Dans ce but, on va créer une nouvelle instance qui n'existe pas actuellement. Elle réunira les présidents des CDOS et des membres du CROS. Il est indispensable de mener cette réflexion de manière collégiale et participative, accompagnée d'une modernisation de fonctionnement de notre institution. Le deuxième axe est l'accompagnement des ligues et des comités régionaux sur différentes thématiques : gestion administrative, financière, communication, recherche de partenariat. Notre volonté est de mettre en place une plateforme, qui soit un vrai outil de mutualisation dans la recherche de l'innovation. Une des missions de l'institution est de porter le mouvement sportif sous toutes ses formes en tenant compte de la diversité des pratiques et des cultures des territoires.

En situation d'alerte

@qui! **Et quelle est votre réaction face à la baisse des aides de l'Etat et l'inquiétude grandissante de bon nombre de présidents de comités sportifs**

Phillippe Said : La mauvaise nouvelle de la diminution de la part territoriale du CNDS (centre national de développement du sport) de l'ordre de 22,28 % en Nouvelle-Aquitaine est tombée quasiment le jour même de mon arrivée à la tête de l'institution. C'est la plus grosse diminution jamais enregistrée. Les aides à l'emploi sont sanctuarisées et sur ce point c'est plutôt une bonne chose. L'emploi représente 57 % de l'enveloppe globale de 9,147 millions d'euros. Il reste 43 % à répartir sur l'ensemble du monde sportif. Les ligues devraient moins être impactées du fait des fusions. Globalement, c'est un mauvais signe donné par l'Etat. La gestion d'une association sportive est difficile. Les mesures décidées vont la rendre critique pour beaucoup de têtes de réseau et d'associations. Ces annonces ont eu l'effet d'une douche froide et en contradiction avec les objectifs affichés dans le cadre de l'accueil des Jeux olympiques de Paris 2024. Les mesures annoncées sont de nature à mettre en péril de tels événements. Tout le monde communique sur les JO avec l'objectif d'en faire un événement national avec des clubs investis dans ce projet et la mobilisation de l'ensemble de nos concitoyens. Le premier signal donné est une coupe dans les financements de ceux qui sont au plus près du terrain et qui assurent le fonctionnement du système. Nous sommes face à une incohérence politique majeure. Le monde sportif ne veut pas se retrouver pris en otage entre des aides des collectivités qui diminuent et des baisses des aides de l'Etat. Le risque est que l'impact financier se fasse au niveau du pratiquant qui va payer plus. Nous sommes en situation d'alerte. Parmi les actions en cours, un courrier est parti à la ministre des Sports, aux sénateurs et à tous les députés, à tous les élus des conseils départementaux. Parmi les autres pistes envisagées, le boycott de la fête du sport prévue fin septembre et gérée financièrement par l'Etat.

Autre point d'inquiétude, les demandes de subventions CNDS ne se feront plus au niveau départemental sans doute dès l'an prochain. Elles se feront à l'échelon régional dans le cadre d'appel à projet : cette réforme peut avoir des points positifs, notamment que les comités départementaux travaillent étroitement avec leurs comités régionaux à condition que cela se fasse en totale concertation. Ce qui implique des changements d'habitudes dans un milieu composé majoritairement de bénévoles et de faire fi des problèmes de personnes. Pour moi, l'enjeu principal des prochaines années est la part territoriale du CNDS. Mon combat sera qu'elle ne diminue pas et qu'elle progresse à nouveau surtout au vu du poids du monde sportif néo-aquitain.



Claude-Hélène Yvard

Crédit Photo : Claude Hélène Yvard

Publié sur aqui.fr le 28/03/2018

[Url de cet article](#)